

Initiatives ministérielles

M. Crawford: Les conservateurs ont volé bien des choses.

Les plans qu'ils ont prétendu avoir et les compressions qui n'ont jamais été mentionnées sont des choses que je trouve difficiles à avaler. Mais je remercie le député d'avoir posé cette question. Je vais me calmer maintenant parce que je tends à m'énerver un peu quand je songe aux nombreux manquements du gouvernement, aux promesses qu'il a rompues.

M. Arseneault: Je tiens à féliciter le député de Kent pour son discours intéressant. Il a vraiment cerné certains problèmes et certaines conséquences de cette compression, non seulement dans la région de l'Atlantique, mais également dans le centre du Canada.

Le député sait sûrement que les provinces de l'Atlantique sont durement touchées actuellement. Les pêches sont en crise, non seulement la pêche hauturière, mais la pêche côtière également. Le chômage est élevé chez nous et nous avons eu à subir des compressions à l'APECA, sans compter les réductions impitoyables que le gouvernement a pratiquées à VIA Rail. Le ministre nous a annoncé dernièrement des réductions dans les programmes de formation d'été à l'intention des étudiants universitaires. Et on menace également de réduire les paiements de transfert. Le député peut-il confirmer que la compression pratiquée dans ce programme se répercutera très durement, non seulement sur les provinces de l'Atlantique, mais aussi dans le centre du Canada.

M. Crawford: Madame la Présidente, je sais gré au député de m'avoir posé cette question. Cette mesure aura des effets dévastateurs dans ma région du sud-ouest de l'Ontario que j'ai appelée le centre du Canada. Nous aimons croire, surtout dans ma propre circonscription, que notre région est le jardin du Canada. Cette région possède les terres les plus riches du pays et un climat très clémente.

Des agriculteurs font faillite presque tous les jours dans ma région, comme dans les provinces maritimes, parce qu'ils ne peuvent pas concurrencer des programmes comme celui-là. Hier, le marché pour le maïs était de 2,66 dollars le boisseau alors qu'il en coûte 2,82 dollars pour produire un boisseau. Comment peuvent-ils survivre? Et maintenant on supprime ces programmes! On fait maintenant payer de l'intérêt dans le cadre du Programme de paiements anticipés pour les récoltes. Si un agriculteur ne peut pas se permettre de stocker sa récolte, il ne peut pas non plus payer de l'intérêt, c'est évident. S'il doit payer de l'intérêt, les banques veulent l'argent. Comment peut-il se permettre de construire des silos? J'ai des voisins qui gagnent leur vie en construisant de

tels silos. Ils perdent des contrats parce qu'on a réduit les fonds et modifié la loi pour faire payer de l'intérêt sur les prêts. Les conséquences de ces coupes sont multiples pour les gens qui perdent leur gagne-pain parce que l'agriculture ne les fait plus vivre.

Je ne crois pas qu'il subsistera une seule subvention en faveur de l'agriculture après le budget d'aujourd'hui. Les agriculteurs paient des taxes sur l'essence. Ils doivent faire face au libre-échange. À propos, je n'ai pas encore abordé cette question. Ma circonscription est située près de la frontière et je sais ce que le libre-échange fait à notre région. La ville de Chatham connaît un taux de chômage de plus de 12 p. 100 et elle commence à rattraper les provinces de l'Atlantique. Nous sommes censés être l'une des régions les plus riches de l'Ontario et nous avons pourtant un taux de chômage de 12 p. 100.

Nous sommes si près de la frontière que les Américains qui possèdent 90 p. 100 de nos entreprises les ramènent chez eux, mettent leurs employés du Canada à pied et augmentent leur production aux États-Unis. Je parle toujours de l'industrie agricole et des subventions que le gouvernement a supprimées.

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Madame la Présidente, je veux faire quelques remarques au sujet du projet de loi C-26, qui vise à supprimer le programme du tarif de l'Est. Comme je représente le port de Halifax, je crois qu'il est très approprié que je participe à ce débat parce que c'est le port de Halifax et les agriculteurs de la Nouvelle-Écosse qui sont visés par ce projet de loi.

Évidemment, les effets de cette mesure législative se feront sentir aussi dans le port de St. John et dans d'autres régions du Canada atlantique, mais je crois que c'est surtout le port de Halifax et l'industrie agricole qui sont visés. À mon avis, il est important que la personne qui représente certains de ces intérêts exprime son opinion à la Chambre.

Le projet de loi C-26 est une réalité. Nous, les ministériels, faisons face aux réalités de notre économie au Canada atlantique. Je suis certain que même le député de Kent reconnaît que, lorsque des subventions sont versées, cela crée des distorsions qui peuvent avoir des effets peu souhaitables. C'est exactement ce qui c'est passé au cours des 25 dernières années et plus en ce qui concerne le programme du tarif de l'Est.

Ce programme a été conçu à l'origine pour permettre aux ports de la côte est du Canada de faire concurrence aux ports de la côte est des États-Unis. La subvention avait pour but de compenser le coût d'expédition du grain et de la farine vers l'est, surtout ceux destinés à l'exportation. Personne ne niera que c'était une mesure importante à ce moment-là et qu'elle a eu un effet souhaitable.